

**Nous sommes aujourd'hui submergés par les informations sur la conduite des combats en Ukraine. La prise ou le retrait d'une petite bourgade, l'annonce de la fourniture d'un matériel spécifique... sont immédiatement l'objet d'éditions spéciales dans nos médias. Prenons un peu de recul avec le GDI (2S) Philippe Boutinaud en revenant sur l'année qui vient de s'écouler et examinons avec lui les différents scénarios envisageables pour la fin de cette guerre.**

\*\*\*

En moins de 8 ans, la Russie vient d'attaquer militairement l'Ukraine pour la seconde fois. En donnant l'ordre à son armée d'entrer en Ukraine le 24 février 2022 à l'aube, le Président Vladimir Poutine entendait sans doute poursuivre son dessein de restauration de l'autorité de la fédération de Russie sur l'ancien empire russe. Sa stratégie de déstabilisation, déjà expérimentée en 2008 en Géorgie puis en 2014 en Crimée, suivait un scénario bien rôdé : agression armée, consultation pseudo-démocratique des populations dominées et proclamation de l'annexion politique des territoires conquis.

Aveuglé par ses illusions de puissance et sa vision erronées du monde et de l'histoire, Vladimir Poutine a spéculé sur la faiblesse de l'Occident et surestimé les capacités de l'armée russe. Au point qu'il n'était même pas nécessaire de qualifier cette aventure de « guerre », une « opération militaire spéciale » devant suffire à prendre le contrôle de l'Ukraine en quelques semaines. Comme toujours, la planification n'a pas résisté aux premiers coups de canons. Loin d'atteindre ses objectifs stratégiques, visant à affaiblir l'Occident et faire plier l'OTAN, c'est exactement le contraire qu'il vient d'obtenir. L'OTAN n'a jamais été aussi puissante politiquement et jamais aussi proche des frontières de la Russie. Parallèlement, l'Europe a affiché une cohésion qu'on ne lui connaissait plus depuis longtemps. Avec l'entrée de la Finlande dans l'Alliance atlantique, la Russie partagera bientôt 12 % de ses frontières terrestres avec l'OTAN contre 5 % il y a seulement un an.

L'annexion des quatre oblasts ukrainiens, proclamée à grand renfort de propagande depuis la place Rouge le 30 septembre 2022, ne changera rien à la situation. La Russie n'a pas atteint, et de loin, ses objectifs. Pire, elle a déjà perdu la partie politiquement et pourrait bien perdre militairement même si on est loin de la capitulation russe et qu'il faut sans doute se préparer à un conflit long et usant.

En réalité, Vladimir Poutine restera sans doute dans l'histoire comme le président ayant précipité la chute de la Russie après avoir rêvé d'incarner le retour de la puissance de l'Union soviétique. Il offre aux États-Unis, via l'OTAN, l'opportunité de rester l'acteur indispensable à la paix et la stabilité du continent européen. Pour les Européens, il rend la construction d'une Europe de la Défense indépendante encore plus compliquée à structurer.

Alors comment faut-il lire et surtout comprendre la situation nouvelle créée par Vladimir Poutine à l'aune de la défense du continent européen ? La nouvelle peur russe peut-elle stimuler la construction de l'Europe de la défense ? Ou, au contraire, est-ce l'OTAN qui sort du coma et trouve là une opportunité de se réinventer ?

Telles sont quelques-unes des questions sensibles qui émergent de cette nouvelle donne

géostratégique.

Au risque d'être provocateur et d'être contredit par les faits, Poutine n'a certes pas encore perdu cette guerre d'un autre âge, toutefois il ne peut plus la gagner. Sur le plan militaire son armée recule dans la plupart des secteurs du front et ce ne sont pas des milliers de réservistes peu motivés, mal équipés et sommairement entraînés qui sont en mesure de changer le rapport de force dans les mois à venir.

Sur le plan politique c'est presque encore pire puisqu'il s'est mis une grande partie du monde à dos. Même ses alliés, à part l'Iran et la Corée du nord, ne le soutiennent que du bout des lèvres se demandant si tout cela en valait bien la peine ? Car la propagande, si puissante et efficace soit elle, ne suffit plus. Celui qu'on présente depuis des années comme un fin stratège, capable d'anticiper plusieurs coups d'avance, en bon joueur d'échec, est en réalité un opportuniste qui ne doit la réussite de ses coups précédents en Géorgie et en Crimée qu'à la faveur du désintérêt et des renoncements occidentaux. Mais cette fois, il est allé trop loin. Ses mensonges ont sapé le peu de crédit politique international qui lui restait. Il a massé ses troupes pendant des semaines, a répété qu'il s'agissait de manœuvres et qu'il n'avait aucunement l'intention d'attaquer l'Ukraine. Nous l'avons presque cru, à l'exception notable des Américains... jusqu'à l'aube du 24 février quand il a prétendu être contraint à l'action devant la pression des Occidentaux à ses frontières et face à l'agression des populations russophones de l'est de l'Ukraine, menacées par le régime prétendument fasciste de Kiev.

Ce pari fou, perdu quoiqu'il arrive désormais, a deux conséquences à court terme : Le renforcement de l'OTAN et l'affaiblissement de l'autonomie stratégique de l'Union européenne.

L'OTAN, dont le Président Macron avait dit quelques mois plus tôt qu'il s'agissait d'une organisation en état de mort cérébrale, ne pouvait pas trouver meilleur remède pour sortir du coma. Non seulement l'OTAN n'est pas remise en cause mais Poutine lui offre les meilleurs stimulés possibles. Ainsi l'Organisation voit arriver deux nouveaux membres dont un qui partage plus de 1 300 km de frontières communes avec la Russie.

Lorsque la Suède et la Finlande auront officiellement rejoint l'Alliance atlantique, 23 des 27 nations de l'Union européenne seront membres de l'OTAN. Cela signifie que toutes les nations de l'Union européenne qui disposent d'une capacité militaire plus ou moins significative seront alliées au sein de l'Alliance à l'exception de l'Autriche, de Chypre, de l'Irlande et de Malte. Cela signifie surtout qu'en application de l'article 5 du Traité de Washington, toute agression armée directe de la Russie contre un des pays de l'OTAN entraînerait la réaction militaire solidaire de 30 et bientôt 32 pays contre l'agresseur.

Ce serait s'exposer à devoir tenir un front de plus de 4 000 km de long, bien au-delà des capacités militaires classiques russes.

Au sortir de la guerre en Afghanistan et devant une certaine lassitude stratégique américaine après plus de vingt ans de guerre contre le terrorisme, on aurait pu croire les jours de l'OTAN comptés, l'Alliance perdant sa pertinence. Vladimir Poutine vient de faire de la Russie l'ennemi des Européens et des Américains pour les décennies à venir. Car, même si un virage politique majeur s'opère en Russie dans les années qui viennent, même si l'héritage de Vladimir Poutine

est soldé par une nouvelle génération de leaders politiques russes mieux disposés à l'égard de l'Occident et de ses valeurs, la Russie restera pour très longtemps un partenaire inquiétant qui devra donner de réels gages de fiabilité pour inspirer à nouveau confiance à son entourage proche.

L'OTAN, va ainsi devoir se recentrer sur sa fonction principale : la défense militaire du continent européen. Et le chantier est immense après des décennies de désinvestissement en matière de défense de la plupart des pays européens. En quelques semaines, l'agression russe a ainsi réussi à pousser l'Allemagne à réinvestir massivement dans sa défense alors que presque trois décennies d'engagements militaires, des Balkans à l'Afghanistan en passant par la Libye, n'y étaient pas parvenues. L'OTAN avait fixé un niveau minimum de dépenses militaires de 2 % du PIB pour pouvoir garantir militairement la sécurité de ses membres, niveau qui jusque-là n'avait été atteint que par quelques pays aux capacités militaires relativement modestes. Et si on considère le soutien militaire et financier massif des États-Unis à l'Ukraine et leurs efforts militaires supplémentaires en faveur de la défense de l'Europe, il faut s'attendre à de fortes pressions pour que les alliés affichent leur solidarité avec Washington en choisissant des équipements américains au détriment des matériels européens.

L'Union européenne sortira de cette crise sans doute renforcée sur le plan de la solidarité des peuples qui la constituent, peut-être aussi plus solide politiquement et moins dépendante économiquement ou sur le plan énergétique. Mais elle risque de ne tirer aucun bénéfice de cette crise en termes d'autonomie de défense. Pire, les velléités d'indépendance stratégique, portées depuis des années par la France et quelques pays européens comme l'Espagne et la Belgique pour ne citer que nos voisins les plus proches, devraient être reléguées bien loin dans la liste des priorités des Conseils européens à venir.

Le Brexit avait fait naître quelques espoirs en la matière, les Britanniques étant perçus comme les opposants principaux à l'affirmation d'une autonomie de puissance européenne. C'était oublier que d'autres pays européens étaient sur la même ligne politique sans avoir besoin de le manifester publiquement, le Royaume-Uni le faisant pour eux.

Avec cette guerre d'un autre âge, la Russie se ferme de ses débouchés économiques à l'Ouest. Certes les pays n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts. Mais quoi qu'il advienne, il faudra du temps et des gages de confiance répétés pour que les pays européens acceptent à nouveau d'être tributaires des approvisionnements venus de Russie et que les pipelines Nord Stream I et II retrouvent leur plein usage.

Pour l'UE cette agression est celle de trop. Les pays de l'UE, qui se sont trop longtemps abrités sous le parapluie américain, revoient très fortement leurs dépenses militaires à la hausse. Paradoxalement l'UE n'en tire aucun bénéfice en termes d'indépendance de sa défense. Les appels répétés à l'autonomie européenne de défense, portés par la France, risquent fort de ne pas être entendus. Comment justifier en effet, de disposer d'un état-major autonome et permanent de planification au niveau de l'UE lorsque la quasi-totalité des pays de l'UE sont membres de l'OTAN ? Il sera facile aux alliés américains et britanniques d'être entendus lorsqu'ils plaideront pour la non-duplication des moyens et pour davantage d'interopérabilité. Et cela passe logiquement par l'OTAN dont les capacités de planification et de conduite des opérations sont bien rôdées.

Alors quels sont les scénarios possibles ? Nous vivons dans un monde où tout change à un rythme rarement observé dans l'histoire. Bien des nuages sombres s'amoncellent à l'horizon et pas seulement à la faveur de cette dramatique crise russo-ukrainienne. La rivalité sino-américaine, la réaffirmation des ambitions de puissances régionales, les provocations nord-coréennes sur fond de prolifération nucléaire, le naufrage de l'Iran et ses tentatives d'exportation du conflit interne vers d'autres États du Golfe, sont autant de sujets de préoccupations qui pourraient démentir tous les pronostics et bousculer tous les scénarios.

Mais risquons-nous à quelques hypothèses.

La première hypothèse est celle d'une nouvelle « *guerre froide* » : la situation tactique se fige sur le front russo-ukrainien. Une forme de statu quo militaire s'installe par l'incapacité de chacun des belligérants à imposer sa volonté à l'autre. L'arme nucléaire est brandie mais l'équilibre de la terreur perdure et permet d'éviter le pire. C'est le scénario le plus favorable à l'OTAN, qui reste l'assurance vie de tous les Européens, surtout pour les populations profondément marquées par les années passées sous le joug de l'Union soviétique et de son Armée rouge, et dont la proximité géographique avec la Russie ravive les inquiétudes.

Les États-Unis se réengagent militairement en Europe et en retour leurs alliés européens manifestent leur solidarité par l'achat d'équipements américains. Militairement l'UE reste un nain stratégique au mieux cantonné dans des missions non-exécutives dans des zones ne présentant pas d'intérêt immédiat pour les nord-américains et probablement aussi pour les nord-européens.

Seconde hypothèse, la Russie perd la partie par effondrement des forces morales et réactions politiques internes. Vladimir Poutine sort de l'équation politique et son pays signe un accord de cessation des hostilités avec l'Ukraine. Malgré cela, la primauté de l'OTAN s'imposera pour longtemps tant la méfiance des alliés envers la Russie est profondément ancrée et le centre de gravité de l'Alliance déporté vers l'Est. Là encore, l'UE n'aura qu'un rôle politico-militaire réduit alors qu'on exigera d'elle de financer la reconstruction de l'Ukraine.

Troisième hypothèse, la Russie perd sa guerre inique et surannée. Elle s'effondre militairement et politiquement et ne représente plus une menace crédible. La Chine la laisse s'enfoncer pour ne pas compromettre ses chances de dominer le monde au milieu du siècle. Conscient qu'on ne peut pas tenir deux fronts aussi éloignés l'un de l'autre, les États-Unis se désengagent massivement d'Europe pour redéployer leurs forces en Asie Pacifique afin de se préparer à contraindre la puissance chinoise. Dans ce cas, les États-Unis feraient pression sur les Européens pour qu'ils assument financièrement et militairement leur sécurité. Ils ne fourniraient qu'une sorte de service minimum en soutenant les Européens de loin. C'est le seul scénario qui laisserait un espace à l'Europe de la défense telle que la France l'a promue depuis plusieurs décennies. Inutile de dire que ce scénario est assez improbable compte tenu des éléments d'analyse dont nous disposons à l'heure actuelle.

Finalement, il est probable que la situation réelle trouvera un chemin entre ces différentes hypothèses et que la France fera le nécessaire pour peser dans le débat stratégique européen comme elle en affirme son intention dans la nouvelle Revue nationale stratégique (RNS) qui vient d'être publiée. Le risque pour l'UE, dans un scénario entre-deux, serait de se voir

cantonée à des missions à la périphérie de l'Europe, sur des théâtres n'intéressant pas l'OTAN ou n'étant pas dans ses priorités. Car dans ce cas l'UE n'aurait plus qu'un rôle « *d'AFRICOM<sup>1</sup> européen* » si l'on peut dire, la limitant aux opérations ponctuelles en Afrique ou dans le bassin méditerranéen.

Délibérément, cette analyse n'a pas retenu le scénario d'une frappe nucléaire russe même tactique ou à effet limité. Car dans ce cas, il est fort probable que la guerre changerait radicalement d'échelle allant de l'anéantissement de l'armée russe déployée sur le sol ukrainien à des destructions massives d'infrastructures militaires et stratégiques en territoire russe voire à des frappes nucléaires stratégiques sur la Russie dans le pire des scénarios.

Toutes ces options pourraient être démenties par les faits dans les semaines qui viennent. Ce qui est probable c'est que le prétexte de duplication des moyens sera invoqué par la majorité de nos alliés dès que la France voudra relancer la question de l'autonomie de planification et de conduite des opérations militaires de l'UE. Sans un état-major de l'Union européenne, autonome et permanent, de planification et de conduite des opérations, il sera illusoire de pouvoir aller au-delà des missions UE non exécutives actuelles, de type EUTM<sup>2</sup> ou exécutive mais à effets limités de type EUFOR. Rappelons que ce ne sont pas les OHQ<sup>3</sup> ad hoc, montés à l'occasion, qui sont capables de rivaliser avec les capacités bien rodées des Joint Force Command (JFC) de l'OTAN de Brunssum ou Naples. À titre d'exemple l'opération en Libye en 2011, initialement franco-britannique, est passée sous contrôle opérationnel de l'OTAN à la demande insistante de certains alliés. Il n'a fallu que 72 heures à l'état-major opératif de Naples (JFC Naples) pour reprendre l'intégralité de la mission à son compte.

Aucun OHQ UE n'aurait été capable de cette prouesse. Bien que le contrôle opérationnel OTAN ait révélé quelques lacunes lors de cette opération, aucun incident majeur n'a été à déplorer ce qui prouve tout de même la capacité de l'OTAN à assurer une relève opérationnelle compliquée sur court préavis. En parallèle, lorsque la mission EUFOR-RCA a été lancée en 2014, un OHQ a été imposé à Larissa par la Grèce qui assurait la présidence tournante de l'UE. Il n'a pas su à cette occasion démontrer son utilité.

La capacité de planification et de conduite des opérations multinationales ne s'improvise pas. Elle résulte d'une culture opérationnelle partagée, de procédures rodées par des années de pratique et d'exercices et d'un haut degré d'interopérabilité des moyens déployés sur le terrain. C'est ce dont dispose l'OTAN et qui manque à l'UE. L'OTAN est pourvoyeur de sécurité, l'EU de prospérité. Plusieurs décennies ont passé depuis leur création respective. L'objectif de chacune de ces organisations a été atteint. Mais vouloir aligner les capacités militaires de l'UE sur celle de l'OTAN, même si les États qui fournissent les ressources sont les mêmes, prendra du temps et ne pourra se faire que par un désengagement conséquent des États-Unis de la sécurité du continent européen. Et pour cela, il faudrait en finir avec la menace russe récurrente en Europe et que les Américains décident de concentrer tous leurs efforts dans le Pacifique face aux ambitions conquérantes de la Chine, notamment à l'égard de Taïwan.

Ce qui est certain, c'est que toute analyse rationnelle occidentale de la situation depuis le début du regroupement des forces russes aux frontières ukrainiennes en décembre dernier s'est heurtée à l'irrationalité des décisions de Vladimir Poutine et de son état-major. Il faut donc être humble dans nos analyses car il est compliqué, voire impossible, de comprendre un

ennemi dont le comportement semble irrationnel. Si d'aventure Vladimir Poutine employait l'arme nucléaire, même tactique, en réaction à la pression des forces ukrainiennes, nous entrerions alors dans un schéma hors normes qui pourrait conduire au plus grand cataclysme de l'histoire de l'humanité. Le pire n'est jamais certain mais ce n'est pas parce que notre rationalité occidentale se refuse à l'envisager qu'il n'est pas plausible.

---

1. *United States Africa Command*
2. *European Union Training Mission*
3. *Operation Headquarters*